

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/25/a-val-de-reuil-tentative-d-apaisement-ap...>

 Gilles Triolier

 8 min read

A Val-de-Reuil, tentative d'apaisement après une polémique autour de la scolarisation d'une enfant handicapée

- [Société](#)
- [Réseaux sociaux](#)

A la suite de difficultés d'accueil de son enfant dans une école, sa mère a attaqué l'équipe enseignante sur les réseaux sociaux, provoquant un violent emballement. Le maire de la commune de l'Eure et les professeurs ont été menacés. Ces derniers, terrorisés, se sont mis en grève.

Article réservé aux abonnés

Enseignants menacés et terrorisés, policiers en faction devant les grilles d'une école élémentaire, maire accusé de racisme et essuyant des tombereaux d'injures sur les réseaux sociaux. Quand ce ne sont pas carrément des appels au meurtre... Val-de-Reuil, ville nouvelle populaire du nord de l'Eure sortie de terre ex nihilo au début des années 1980, se retrouve prise dans un conflit opposant la mère d'une élève handicapée à la communauté éducative.

La situation, explosive depuis plusieurs semaines déjà, a totalement dégénéré mi-mai, au point de pousser l'ensemble des enseignants de l'école du Pivollet à exercer leur droit de retrait et à se mettre en grève lundi 22 mai. Les cours ayant repris mardi, le semblant d'apaisement entrevu depuis quarante-huit heures reste à confirmer et masque à peine une tension latente.

Installée depuis février à Val-de-Reuil, Aminata P. – sollicitée par *Le Monde*, elle n'a pas donné suite – est la mère de Meïra, 11 ans, élève de CM1 souffrant de troubles autistiques. Une place en classe spécialisée ULIS (unités localisées pour l'inclusion scolaire) dans une commune alentour avec prise en charge du transport est proposée à la famille. La mère refuse, comme c'est son droit, et sa fille est admise au sein d'un établissement ordinaire, l'école du Pivollet, avec l'aide à temps complet d'une accompagnante d'élèves en situation de handicap. Selon le rectorat de l'académie de Rouen – aucun des enseignants ne s'exprimant devant la presse –, cette solution se solde par un échec. Il explique dans un communiqué qu'a été « *jugée préférable la scolarisation de l'enfant en classe ULIS, initialement envisagée, compte tenu de ses besoins particuliers* ». « *Les instituteurs assurent que c'est impossible. La petite a des crises qui font peur aux autres élèves et la directrice a dû appeler les pompiers* », indique Marc-Antoine Jamet, maire socialiste de Val-de-Reuil.

« Tsunami de haine »

Très active sur les réseaux sociaux, notamment sur TikTok où elle est suivie par plus de 140 000 personnes, Aminata P. multiplie les vidéos publiques dans lesquelles elle attaque violemment l'équipe enseignante. Dans certaines d'entre elles, elle dénonce du harcèlement et des violences à l'encontre de son enfant, accusations fermement démenties par le corps enseignant. Dans une autre, vue plus de six millions de fois, on la voit devant l'école, où sa fille, exclue temporairement, est empêchée d'entrer. « *Des menaces ont été proférées par cette dame contre un instituteur et la directrice* », affirme le maire, qui a envoyé la police municipale devant l'école. L' élu, également pris pour cible dans ces vidéos, est, lui, accusé de discrimination et de racisme : « *Elle ne connaît manifestement pas la ville, la plus pauvre de Normandie, accueillant soixante-dix nationalités et considérée comme l'une des plus inclusives* », lâche-t-il.

Ces publications, devenues virales, déclenchent une avalanche de commentaires de soutien à l'égard de la mère de famille et tout autant d'insultes et de menaces contre le maire et les enseignants, atteignant leur paroxysme durant le pont de l'Ascension. « *Un tsunami de haine*, rapporte Marc-Antoine Jamet. *J'ai le calme des vieilles troupes mais vouloir me "mettre une balle dans la tête", ça va trop loin.* » *Le Monde* a consulté un message anonyme laissé par erreur sur le répondeur d'une autre école de la ville : « *J'espère que vous allez tous crever* », ou plus loin, « *Internet est plus fort que vous* ».

La peur s'installe, avec dans les esprits les circonstances de l'assassinat du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty, en octobre 2020. S'il réfute le parallèle – « *Il a été victime de terrorisme* » –, l'édile admet que « *les mêmes mécanismes d'incitation à la haine par les réseaux sociaux sont à l'œuvre* ».

« Une dizaine de plaintes »

Face à cette situation « *hors de contrôle* », Marc-Antoine Jamet, par ailleurs secrétaire général du groupe de luxe LVMH, alerte ses réseaux politiques parisiens : « *J'ai contacté la ministre déléguée chargée des personnes handicapées, Geneviève Darrieussecq, le directeur de cabinet du ministre de l'intérieur et le secrétaire général adjoint de l'Élysée. Ils ont été très réactifs, je leur en suis reconnaissant.* »

Rapidement, une solution d'accueil sur mesure de la petite Meïra au sein de l'école du Pivolle, avec le renfort de deux enseignants spécialisés, a été proposée à la famille. Selon France 3 Normandie, Aminata P. a accepté cette formule. « *Je ne suis pas arrivée ici pour avoir des problèmes* », a-t-elle assuré à la télévision, niant avoir proféré des menaces. Sa fille a pu réintégrer, mardi 23 mai, l'école, qui est toujours sous surveillance policière. Au terme d'âpres négociations, les enseignants ont de leur côté accepté de lever la grève à condition que leur sécurité soit assurée. « *Les enseignants dont les noms ont été rendus publics ou menacés font l'objet d'un traitement par la police et la gendarmerie* », assure le préfet de l'Eure, Simon Babre.

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

Découvrir

La suite s'écrira désormais sur le plan judiciaire, voire au pénal. « *Nous avons enregistré une dizaine de plaintes de la part d'enseignants, de la directrice des services académiques de l'Eure et de la mère de famille. Une enquête sur le volet numérique est également en cours* », précise le procureur de la République d'Evreux, Rémi Coutin. Le maire de Val-de-Reuil devrait lui aussi déposer plainte. La mère de famille, dont les comptes de réseaux sociaux ont fait l'objet d'un signalement, sera quant à elle entendue prochainement par la police.

[Gilles Triolier\(Rouen, correspondance\)](#)